

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 04/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL CAMBON ENERGIE

188 Rue Maurice Béjart CS 57392
34080 Montpellier

Références : UD34/H3/MT/2023/003

Codes AIOT : 0006605479 (la Rocaille) et 0006605459 (la Planésie)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement SARL CAMBON ENERGIE implanté Lieux-dits "la Rocaille" et "la Planésie" 34330 CAMBON ET SALVERGUES. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CAMBON ENERGIE
- Lieux-dits "la Rocaille" et "la Planésie" 34330 CAMBON ET SALVERGUES
- Codes AIOT : 0006605479 (la Rocaille) et 0006605459 (la Planésie)
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les parcs éoliens "La Rocaille" et "La Planésie" à Cambon-et-Salvergues, comportent respectivement 6 et 7 mâts de modèle Enercon E82.

Ils ont été autorisés par les PC n°034 046 12 H0004 et n°034 046 12 H0003 du 5 décembre 2013 et les arrêtés préfectoraux ICPE n°2012-1-2305 et n°2012-1-2306 du 6 décembre 2013, la mise en service étant intervenue en août 2019.

Ils sont équipés de système de régulation en vue de la protection des chiroptères et de l'avifaune.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des risques accidentels
- prévention de la mortalité des chiroptères et de l'avifaune

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suivi Environnemental	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.3
2	Dispositif de détection et d'effarouchement de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.4
3	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.5
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.I
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.II

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.III et IV
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé d'écart dans l'application de la réglementation, sur l'ensemble des points contrôlés. Les dispositions prises par l'exploitant, au regard des préconisations qui pourront être formulées dans les rapports de suivi environnementaux 2022 en vue d'une réduction de la mortalité aviaire, devront toutefois être contrôlées lors des prochaines visites d'inspections.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi Environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.3
Thème(s) : Suivi Environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi sera réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Il sera mis en place dans un délai de deux mois à compter de la mise en service des éoliennes pendant les trois premières années de fonctionnement de l'installation. Suivant les résultats de ces trois premières années de suivi, l'inspecteur des installations classées et l'exploitant décident de la fréquence de reconduite de ces suivis, qui ne pourront être inférieurs à une fois tous les dix ans. [...] Les mortalités constatées doivent être signalées à l'inspecteur des installations classées, dans les meilleurs délais, pour chaque cas, lorsqu'il s'agit d'espèces menacées (i.e. non classées LC sur la liste rouge nationale UICN), et par un bilan semestriel pour les cas concernant des espèces non menacées,
Constats : Le suivi environnemental est réalisé depuis la mise en service du parc en 2019. Il a été poursuivi en 2022. Le rapport relatif à ce suivi 2022 devra permettre de statuer sur la suite à donner à cette surveillance. Le suivi de mortalité est réalisé et fait l'objet des déclarations réglementaires à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de détection et d'effarouchement de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.4
Thème(s) : Système de détection de l'avifaune
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le champ éolien sera notamment équipé d'un système efficace de détection d'oiseau (vision artificielle ou autre technique disponible) adapté aux différents types de vols en fonction des espèces. [] disposera des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. Une étude déterminera les caractéristiques du dispositif (type de matériel, performance, positionnement des appareils, procédure définissant les modes de mise en œuvre des fonctions d'effarouchement et mise à l'arrêt) de manière à éviter toute collision.
Constats : Le système de détection est installé, asservissant l'effarouchement et/ou l'arrêt des éoliennes. Les modalités de ce système font l'objet d'une note technique du 01/10/18.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.5
Thème(s) : Bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les éoliennes seront équipées d'un système de modulation des machines permettant un arrêt des éoliennes dans des conditions de vent inférieure à 6m/s et de température supérieure à 10°C pendant la nuit, entre heure après le coucher du soleil et heure avant le lever du soleil, pendant la période du 1er avril jusqu'au 31 octobre. Dès la mise en service de l'installation, et pendant la première période de fonctionnement du 1 ^{er} avril au 31 octobre, l'exploitant transmettra, tous les mois, à l'inspection des installations classées le suivi des mortalités décrits à l'article 3.1.3. En cas de mortalité le système de modulation sera rendu opérationnel. Le bilan du suivi de mortalité, sur une période de 3 années, permettront d'adapter les modalités de bridage des éoliennes plus précisément, selon les paramètres météorologiques et de calendrier, en fonction de la fréquentation constatée des chiroptères (suivi article 3.1.2). Les modalités de bridage ainsi adaptées, sont soumises à validation préalable de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le système de bridage chiroptères a fait l'objet d'une vérification lors de l'inspection par la visualisation des paramètres du SCADA. Au vu des résultats de suivi environnemental, l'exploitant a communiqué à l'inspection les modifications envisagées à ces paramètres afin de réduire la mortalité des chauves-souris.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques et Exercices d'entraînement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'une traçabilité des formations dispensées au personnel. L'inspection n'a pas porté sur l'adéquation de ces formations avec les risques accidentels visés à la section 5, et la connaissance et la mise en œuvre des consignes de sécurité. Ce point pourra faire l'objet d'une contrôle approfondi lors de la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.[...] Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Le registre de maintenance, les rapports d'intervention ainsi que les rapports de vérifications électriques ont été présentés lors de l'inspection. Les périodicités de contrôle apparaissent respectées. Le suivi des installations satisfait aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle bride de serrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Au vu du registre de maintenance, les contrôles apparaissent conformes aux exigences de l'article 18.I
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.II
Thème(s) : Risques accidentels, analyse des rapports de contrôle des pâles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Au vu du registre de maintenance, les contrôles apparaissent conformes aux exigences de l'article 18.II
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.III et IV
Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : La liste des SIS a été vérifiée lors de l'inspection, ainsi que le respect des échéances de contrôle. L'inspection n'a pas d'observation à formuler sur les dispositions mises en œuvre pour répondre aux prescriptions des articles 18.III et IV
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection le manuel établi par le turbinier Enercon, définissant les modalités des opérations de contrôle et de maintenance, notamment celles listées dans le registre de maintenance. Ce registre permet d'assurer la bonne traçabilité des opérations réalisées, qui apparaissent répondre aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet